

Fiche d'expérience

L'Action du Service d'aide à l'Intégration des Femmes issues de l'Immigration (SAIFI) : une démarche évolutive et adaptée au contexte

Genèse

A l'origine de ce service, il y a un travail de recherche entrepris par la Directrice de l'AADPAS (Association pour l'accompagnement et la promotion de l'Action sociale). Ce Mémoire de recherche en ingénierie sociale urbaine portait sur une thématique précise, la prostitution et un territoire donné, les Terres-sainville à Fort de France.

Diagnostic

Cette recherche sur ce fait social va mener en 2002, Marie-Georges CEBAREK, à développer des enquêtes et entretiens auprès des femmes en situation de prostitution, à questionner les familles et Anciens du quartier.

Dés le départ, elle va ainsi tisser différents partenariats. Partenariat informels, pour bien comprendre le quartier et cette thématique. Mais aussi formels, avec les institutions tels l'INSEE et la Mairie de Fort de France pour tirer une « photographie » de cette ville dans la ville, qu'est le microcosme Terre Sainville. Les associations du quartier notamment « Action Sida » et le réseau national du « Nid » seront également ses correspondants.

Un premier diagnostic c'est que la question de la prostitution est fortement imbriquée avec celle de l'immigration. En effet, les Terres Sainville regroupent un grand nombre de communautés de la Caraïbe au contact d'habitants « autochtones ».

Un deuxième diagnostic c'est qu'il n'existe pas de réponses face aux difficultés de ces femmes immigrées. *« Il n'y avait pas de structures de coordination, de lisibilité et de compréhension de ce phénomène »*, nous dit-elle.

Un troisième diagnostic est celui sur l'environnement des femmes immigrées. *Il existait un problème avec de nombreux squats que l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) a progressivement résolu. Il reste également des problèmes d'incivilités et de tranquillité publique du fait même d l'activité prostitutionnelle. Ceci étant lié aussi avec toutes les difficultés de stigmatisation de ces femmes.*

Actions

« A l'issue de ce travail en 2005, j'ai donc présenté un premier projet de Maison de la solidarité caribéenne qui voulait permettre à ces Communautés de mieux se faire connaître et de s'intégrer à notre culture et société martiniquaise, en proposant de développer des échanges avec la caraïbe et des lieux d'informations pour l'intégration et l'échange. Mais cela n'a pas aboutie. »

La Direction de la Santé et du Développement social (DSDS) et la Délégation Régionale aux Droits de Femmes et à l'Egalité (DRDFE), la Ville de Fort de

France, sont devenue en revanche des interlocuteurs majeurs notamment sur la question de la prostitution.

Les premières actions sont une conférence en partenariat avec la DSDS et les institutions concernées qui a permis que je présente mon mémoire de recherche. La question de la prostitution avait été au centre des débats.

Une autre action que nous avons menée en tant qu'Association (AADPAS) et en partenariat avec ces institutions et la Ville, c'est une manifestation au Parc Floral en 2005 qui avait pour but de présenter les communautés qui existent sur le territoire, à la population martiniquaise. Il y avait eu une Conférence-débat : « Quelle intégration pour les publics issus de l'immigration caribéenne ? » Pour cette action « véritable vitrine des communautés », nous avons mené des entretiens et des « micros-trottoirs » sur la perception des martiniquais sur ces communautés que nous avons restitué. Il y avait aussi différents stands représentatifs de la culture des pays représentés.

Projet : Mise en place du SAIFI en 2005.

« Nous avons voulu proposer face au diagnostic sur la question des femmes immigrées, un véritable service d'aide sociale.

Pourquoi les Femmes ? C'est un choix volontaire. Pour nous, il s'agissait de répondre à une urgence avec des moyens encore plus limités à l'époque. Aussi, nous avons fait ce choix parce qu'au niveau du diagnostic de quartier nous avons observé que c'étaient les femmes qui étaient les plus représentées, les plus actives dans les instances de vie de ce quartier (établissements de soins, écoles, boutiques, etc...); elles étaient également vecteur de transmission de valeurs dans l'éducation de leurs enfants.

Par ailleurs on s'est rendu compte qu'elles n'avaient pas d'activités hors du foyer, hors du quartier, ni d'activités autres alors que les hommes se socialisaient plus facilement et avaient aussi l'occasion de jobber ».

Cela va aussi coïncider avec les attentes de la DSDS d'action en faveur des « femmes en situation de prostitution, mais comme je l'ai dit cette question est vite élargie et dépassée à celles des femmes immigrées »

Au niveau du diagnostic global, on a pu observer que ces femmes manquaient concrètement de lieux d'écoute, d'information et d'accompagnement se sera notre projet SAIFI. Il leur manquait globalement des outils de savoir être, de savoir-faire, d'accès aux droits et elles étaient surtout victimes d'une stigmatisation très généralisée. Ces constats étant également partagés et pris en compte par la Préfecture, nous avons développé une démarche adaptée et évolutive au regard du public et de notre réponse associative.

Une démarche adaptée et évolutive

Nous sommes avant tout dans l'accueil et l'accompagnement des femmes immigrées. Cela passe par de l'information et souvent un premier entretien de façon à faire une évaluation individuelle qui mène à un diagnostic au regard de leurs problèmes, potentiels et attentes.

En plus de la cellule d'écoute au sein de l'AADPAS, avec le psychologue, nous proposons aujourd'hui un programme de formation adapté aux difficultés d'intégration de ces femmes sur 3 modules :

1. Développement personnel

Avec la mise en place d'ateliers d'activités physiques et d'expression corporelle, pour permettre à ces femmes de reconsidérer leur corps, d'augmenter leur capacité physique.

Avec la mise en place d'atelier d'expression artistique pour les aider à prendre de la distance et leur offrir un moyen de communication non verbal et libre.

2. L'apprentissage du Français langue étrangère

3. Découverte de l'environnement juridique, administratif, social et culturel martiniquais.

Par ailleurs, nous sommes en train de bâtir des ponts vers l'insertion en proposant des partenariats avec le Dispositif Local d'Accompagnement et le PLIE.

L'objectif est qu'une fois que ces femmes réintègrent leurs droits et leur intégrité physique, elles puissent accéder à des projets professionnels. Nous projetons ainsi au sein de l'AADPAS de porter à plus long terme, une entreprise intermédiaire.

Par ailleurs, nous nous rendons compte que notre travail s'intègre vraiment dans le projet de quartier. Aussi, nous passons souvent d'une réflexion axée sur l'individu à celle sur leur environnement et inversement.

Accompagnement pluridisciplinaire

L'approche est pluri disciplinaire avec un juriste, des éducateurs spécialisés, un éducateur sportif, un art thérapeute, un psychologue.

Dans cette démarche psycho-sociale nous souhaitons mettre en place un suivi médical également au sein de l'AADPAS.

Approches partenariales.

Nous travaillons en partenariat notamment avec la DSDS, la DRDFE, mais aussi avec la Ville. Nous répondons en partie à leurs attentes sur ces questions. Par ailleurs se sont nos principaux financeurs et interlocuteurs.

Autrement nous sommes souvent interpellés sur la question de l'immigration ou de la prostitution par les associations qui connaissent ces problématiques. Nous faisons aussi partie de plusieurs réseaux (Lutte contre l'exclusion, sexualité, Politique de la ville,)

Evaluation

Nous avons essayé dès le départ de réfléchir sur cette action du SAIFI en terme de projet. C'est pourquoi nous nous sommes engagés dans une démarche d'évaluation qui nous permet de nous interroger collectivement mais également de pouvoir valoriser, ajuster celle-ci. Nous suivons des qualifications, formations sur ce champ et par ailleurs nous sommes accompagnés par le DLA.

Limites

Notre action est limitée tout d'abord parce qu'il ne s'agit que de l'un des 3 services de l'AADPAS qui agit aussi comme assistant aux victimes mineurs d'agression sexuelle et comme SOS parent. C'est une limite quand aux moyens car il faut savoir que nos actions concernent en fait tout le département.

Elle est limitée également car il y a un manque de référence et de référent sur cette question en Martinique.

Par ailleurs, la question de la prostitution restant une question taboue. Aussi, nous manquons de relais institutionnels pour prendre à bras le corps les difficultés des femmes en situation de prostitution. Nous sommes aussi confrontés à des situations de détresse qui nécessiterait de mettre en place une cellule d'écoute 24h sur 24. Se serait une des réponses dans une démarche plus globale à trouver en complémentarité avec les autres structures qui opèrent sur le quartier des Terre sainvilles et à proximité.

Contacts : AADPAS, Association pour l'accompagnement et la promotion de l'Action sociale. 76, boulevard Général de Gaulle, 97200 Fort de France. Tél 0596 507233. Fax : 0596 514903. aadpas@voila.fr